

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Dossier n° 2007-44-137

*Arrêté préfectoral n° 2008/BE/064
portant les prescriptions pour le dragage des vases du port de la RIA de Pornic et leur immersion en mer
au bénéfice du Conseil Général de Loire Atlantique*

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l' Ordre National du Mérite

VU la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, dite OSPAR, signée à Paris le 22 septembre 1992, publiée par le décret n° 2000-830 du 24 août 2000 ;

VU le code des ports maritimes ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6 sur l'eau et les milieux aquatiques ainsi que les articles L. 218-44, R. 214-1 à R. 214-56 et R. 218-3 ;

VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1978 modifié, fixant les limites latérales de compétence des préfets pour l'administration du domaine public maritime immergé ;

VU l'arrêté ministériel du 6 décembre 1990 relatif à la police des eaux marines ;

VU l'arrêté ministériel du 14 juin 2000 modifié, fixant les niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire ;

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de Bassin le 26 juillet 1996 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du marais breton et du bassin versant de la baie de Bourgneuf approuvé par le préfet de la Vendée le 19 juillet 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 autorisant le gestionnaire portuaire à procéder aux travaux de dragage et d'immersion des produits de dragage du port de la Ria de Pornic ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 portant transfert de l'arrêté du 10 décembre 2007 au profit du Conseil Général de Loire Atlantique ;

VU la demande de renouvellement d'autorisation déposée par le Conseil Général de la Loire Atlantique, le 7 juin 2007, accompagnée d'une étude d'incidence au titre de la loi sur l'eau établie par le bureau d'étude « IDRA Environnement » en mai 2007 ;

VU l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 30 juillet 2007 ;

VU l'avis d'IFREMER en date du 14 août 2007 ;

VU l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques en date du 1er octobre 2007 ;

VU l'avis de la Fédération de Loire-Atlantique pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 29 novembre 2007 ;

VU les observations formulées par le pétitionnaire au sujet du présent arrêté et formulées dans son courrier du 8 novembre 2007 ;

VU le rapport de la direction départementale de l'équipement de Loire Atlantique en date du 14 février 2008 ;

VU l'avis du déclarant en date du 18 mars 2008 concernant le projet d'arrêté portant prescriptions spécifiques qui lui a été soumis le 6 mars 2008 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer au port de la Ria de Pornic ses caractéristiques nautiques et les conditions de sécurité d'accès au port ;

CONSIDERANT que la zone d'immersion présente des caractéristiques favorables à la stabilité des sédiments clapés ;

CONSIDERANT que les effets sur l'environnement des travaux envisagés sont minimisés autant qu'il est possible par diverses mesures prévues par le dossier ou prescrites ci-dessous et que ces mesures concilient l'activité avec l'environnement aquatique et les autres activités locales ;

CONSIDERANT que la demande déposée par le pétitionnaire ne peut faire l'objet d'une procédure de renouvellement du permis d'immersion du fait du nouveau cadre réglementaire qui rassemble sous une même procédure l'évaluation des incidences des dragages et l'immersion ;

CONSIDERANT que la nature des interventions prévues au dossier présenté, intègre les opérations de dragage et d'immersion ;

CONSIDERANT que le projet relève du régime de la déclaration et qu'il y a lieu de fixer par voie d'arrêté des prescriptions particulières d'exploitation et de suivi de ce projet ;

CONSIDERANT que l'article R 214-17 du code de l'environnement permet au préfet de prendre toutes prescriptions additionnelles nécessaires sur un projet relevant du régime de déclaration ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une bonne prise en compte des enjeux environnementaux liés aux opérations de dragage et d'immersion projetées par le demandeur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE :

Article 1^{er} – Objet de l'arrêté

Le Conseil Général de la Loire Atlantique est autorisé à procéder aux opérations de dragage et à l'immersion des déblais de dragage du port de la Ria de Pornic conformément aux données du dossier déposé le 7 juin 2007, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Pour permettre de retrouver les capacités nautiques du port de la Ria de Pornic, chaque campagne de dragage porte sur un volume de sédiments dragués d'environ 35 000 m³ par an.

Ces travaux relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature visée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

RUBRIQUE	INTITULÉ	PROCÉDURE
4.1.3.0 3° b	Dragage et /ou rejet y afférent en milieu marin : dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : et dont le volume in situ dragué au cours des 12 mois consécutifs est compris entre 5 000 m ³ et 500 000m ³ sur la façade atlantique- manche- mer du nord ou lorsque le rejet est situé à moins d'1km d'une zone conchylicole ou de cultures marines	Déclaration

Article 2 – Zone d'immersion- Méthodes de dragage et conditions d'immersion

Les sédiments sont dragués par benne preneuse ou tout autre moyen équivalent, chargés et transportés au large par chaland et immergés dans la zone d'immersion située selon le plan annexé au présent arrêté, dans la fosse de Kerouars par des fonds de l'ordre de -15 à -25 m CM.

Cette zone d'immersion est un quadrilatère, défini autour du point central, dont les coordonnées sont les suivantes :

A Latitude : 47°5.78'N Longitude : 2°15.20'W
B.....Latitude : 47°5.88'N.....Longitude : 2°12.80'W
C.....Latitude : 47°5.42'N.....Longitude : 2°15.15'W
D.....Latitude : 47°5.52'N.....Longitude : 2°12.75'W

Le pétitionnaire en charge du dragage fait procéder, sous sa responsabilité, à l'immersion des sédiments dans la zone définie ci-dessus en différents points de cette zone de façon à répartir au mieux les dépôts sur les fonds.

Le point de clapage doit être régulièrement déplacé afin d'étaler le dépôt tout en restant dans la zone définie sur le plan annexé.

Les clapages sont effectués strictement en condition de jusant et uniquement lorsque la houle est modérée (<1,5m mesurées au houlographe de la bouée du chalutier).

Les techniques de dragages employées cherchent à minimiser la remise en suspension des sédiments dans les eaux portuaires et permettent de maîtriser les zones d'extractions de matériaux, en particulier à proximité des quais.

Les épaves et déchets divers, présents sur ou dans les sédiments, sont enlevés au moment du chargement notamment à l'aide d'une grille et évacués en déchetterie ou en centre d'enfouissement technique.

Article 3 – Périodes de dragages et d'immersions

Les opérations de dragages et d'immersion ont lieu entre le 1er octobre de l'année n et le 31 mars de l'année n+1.

Pour préserver les périodes de production des conchyliculteurs, le pétitionnaire s'engage à ne pas effectuer de dragages durant le mois de décembre.

Article 4 – Mesures de précaution et de signalisation

Les difficultés de navigation, liées aux opérations de dragage et d'immersion, sont signalées conformément à la réglementation, sous la responsabilité du titulaire.

Des avis aux navigateurs signalent ces difficultés. Les éléments sont adressés avec un préavis de 72 heures au bureau « information nautique » de la préfecture maritime de l'Atlantique (télécopie : 02 98 37 76 58).

Article 5 – Autosurveillance du chantier par le titulaire et l'entreprise d'intervention

Un mois avant le démarrage des opérations de dragages, le titulaire prévient le service de police de l'eau de la date prévue du début du chantier et de ses principales caractéristiques.

Les modalités de dragage ne nuisent pas à la bonne stabilité des sédiments des bords à quai.

Sous la responsabilité du titulaire, l'entreprise de dragage assure l'auto surveillance définie sur la fiche en annexe, de manière à justifier du respect des prescriptions du présent arrêté. Elle conserve l'intégralité de ces fiches dans un registre. Des cartes automatiques sont éditées, certifiant la position, la quantité, le jour et l'heure de chaque opération d'immersion.

Pour mener à bien les opérations et durant le chantier, le pétitionnaire s'organise pour suivre régulièrement les volumes dragués et respecter le volume maximal de dragage indiqué.

En cas d'incident lors du dragage susceptible de provoquer une pollution accidentelle, l'entreprise, sous la responsabilité du titulaire, doit immédiatement interrompre le dragage et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de ce dernier sur le milieu. Des dispositions sont prises afin d'éviter que les problèmes ne se reproduisent.

Le pétitionnaire informe sous 24 heures, le Service en charge de la Police de l'Eau (SPE) et le maire de Pornic de cet incident et des mesures prises pour y faire face.

En fin de chaque campagne, le titulaire adresse au SPE une synthèse de ces relevés, des observations et du déroulement des opérations, dans un délai maximal d'un mois.

Article 6 – Contrôle par le service de police de l'eau

Les agents du SPE peuvent procéder à des contrôles inopinés et ont libre accès à tout moment aux registres d'auto surveillance, notamment d'immersion, ainsi qu'aux dispositifs et engins en activité liés au chantier de dragage-immersion.

Le titulaire doit leur permettre de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions. Les frais d'analyses inhérents à ces contrôles inopinés sont à la charge du titulaire.

Dans le cas où le suivi révélerait que les conditions de dragage et de rejet ne s'avèrent pas totalement satisfaisantes, le SDPE prend toutes mesures utiles et le cas échéant prépare un arrêté modificatif du présent arrêté pour fixer les conditions à respecter pour la poursuite des opérations.

Il peut également demander au pétitionnaire d'interrompre momentanément le chantier.

Article 7 – Mesures préventives et surveillance du port

Pour empêcher une dégradation de la qualité des eaux et des sédiments portuaires, le titulaire engage des actions préventives de correction et de surveillance, en agissant prioritairement par réduction des émissions de substances polluantes à la source.

Le titulaire continue à suivre régulièrement l'impact des activités portuaires et autres usages sur la qualité des eaux et des sédiments en alimentant un tableau de bord annuel comportant des analyses chimiques.

Article 8 – Préparation et Suivi de l'impact des opérations de dragage et d'immersions sur les milieux aquatiques

8-1 Groupe de préparation et de suivi

Un groupe de préparation et de suivi est constitué. Il est composé du pétitionnaire, du SPE, de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, d'IFREMER, de la direction départementale des affaires maritimes et de représentants de la profession ostréicole.

Ce groupe se réunit avant et après chaque campagne de dragage et est chargé de définir et de s'assurer de la bonne réalisation des opérations de suivi.

Il peut se réunir à la diligence du pétitionnaire ou du service en charge de la police de l'eau.

8-2 Analyse des sédiments à draguer

Un contrôle de la qualité des sédiments à draguer doit être réalisé avant chaque campagne de dragage.

La caractérisation effectuée et présentée dans le dossier déposé en 2007 est suffisante pour permettre la réalisation des opérations à court terme (2008-2009).

Chaque caractérisation s'effectue suivant un plan d'échantillonnage qui est à soumettre à l'avis préalable du SPE.

Les analyses doivent porter sur les substances définies par la réglementation en vigueur.

Les résultats de ces analyses sont transmis au SPE et présentées au comité de préparation et de suivi au moins 2 mois avant la date de démarrage du chantier.

8-3 Incidence des immersions sur le milieu et les usages

Après clapage dans le milieu récepteur, la qualité des eaux à proximité du champ de l'immersion ne doit pas porter atteinte à la vie des populations piscicoles.

En lien avec le comité de préparation et de suivi, le titulaire fait réaliser par un laboratoire spécialisé et dûment agréé, un contrôle de la qualité bactériologique des gisements de coquillage sur les sites de pêches à pied les plus proches de la zone d'immersion (pointe Saint Gildas, Gourmalon, Port Meleu). La fréquence de ce suivi est bimensuelle durant la période de dragage. Un contrôle complémentaire est réalisé un mois après la fin des opérations d'immersion. Les résultats de ces suivis sont adressés à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) pour information.

Le titulaire informe les services de la date de début des opérations afin que soient éventuellement mises en place les mesures d'interdiction de pêche à pied.

Un suivi bathymétrique et biosédimentaire des vases du port et des fonds sur la zone d'immersion est établi en liaison avec le service police de l'eau. Ce suivi a pour but de s'assurer de la stabilité des sédiments immergés. Les résultats et interprétations de ces suivis sont transmis au SPE et présentés au comité de préparation et de suivi.

Article 9 – Transmission du bénéfice de la déclaration

Si le bénéfice de la déclaration et du présent arrêté est transmis à une autre personne que le titulaire, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois conformément à l'article R. 214-45 du code de l'environnement.

Article 10 – Durée de validité

Le présent arrêté est valide sur 10 ans à dater de sa notification.

Article 11 – Recours, droit des tiers et responsabilité

Le présent arrêté peut faire l'objet de la part du titulaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification, d'un recours gracieux auprès du préfet, qui sera réputé rejeté en cas d'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la réception de la requête.

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-10 du code de l'environnement, cette décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Nantes, par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté d'autorisation. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

La présente décision est délivrée sans préjudice des droits des tiers qui sont et demeurent réservés. Le titulaire devra indemniser les usagers des eaux exerçant légalement de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par les travaux faisant l'objet du présent arrêté.

Le titulaire sera responsable, de façon générale, de tous les dommages causés aux propriétés du fait de ces travaux et ne pourra, en aucun cas, invoquer la présente autorisation pour diminuer sa responsabilité, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages et installations que leur mode d'exécution et leur entretien ultérieur.

Article 12 – Modifications

Toute modification apportée par le titulaire aux données du dossier précité et susceptible ou non d'entraîner un changement notable doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux articles R.214-39 et 46 du code de l'environnement.

S'il juge que les effets prévisibles ou l'importance de la modification le justifient, le préfet peut inviter le titulaire à produire une nouvelle étude d'incidence et fixer de nouvelles prescriptions.

Article 13 – Publications

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée de six mois au moins.

Une copie de cet arrêté est transmise à la commune de Pornic pour affichage pendant au moins un mois en mairie. L'accomplissement de cette formalité est certifié par procès-verbal dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture,

Article 14 – Exécution

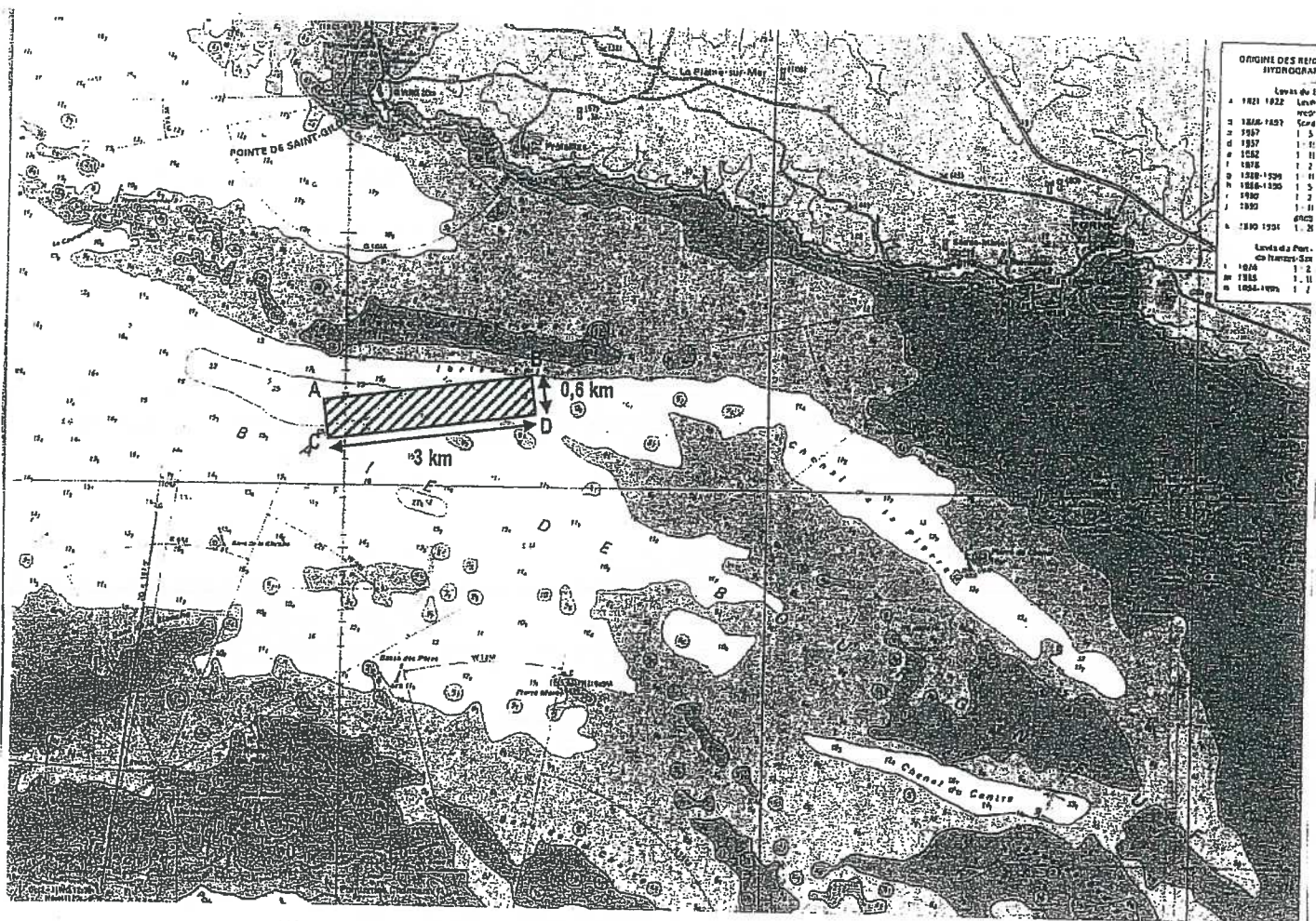
Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint-Nazaire, le directeur départemental de l'équipement de Loire-Atlantique, le directeur départemental des affaires maritimes et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Loire Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **08 AVR. 2008**

Le PREFET,
Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de Mission
pour la politique de la ville,
Secrétaire Général Adjoint,


Guillaume LAMBERT

Annexe 1 : Plan de la zone d'immersion



LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE D'IMMERSION

Situation de la zone d'immersion :

11 à 25 m CM

A: 47° 5,78' N
2° 15,20' W

B: 47 5,88' N
2°12,80' W

C: 47° 5,42' N
2° 15,15' W

D: 47° 5,52' N
2° 12,75' W

Surface : 1,8 km²

Distance de la zone d'immersion vis-à-vis de la zone de dragage : environ 6 milles marins

Nature des fonds : cailloutis

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 08 AVR 2006

NANTES, le 08 AVR. 2008

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de Mission
pour la politique de la ville,
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT

Annexe 2 : Fiche d'Auto surveillance

DRAGAGES DE LA RIA DE PORNIC, par le Conseil Général de la Loire Atlantique

FICHE D'AUTOSURVEILLANCE DES IMMERSIONS

Fiche de suivi d'une immersion pour la date du : ☐ matin ☐ après-midi

Nom du navire :

SEDIMENTS DRAGUES:

☐ Chenal extérieur

Zone d'origine : ☐ Pêche

Nature des sédiments : ☐ Vases
☐ Vases-sables
☐ Sables
☐ Sables-graviers
☐ Gravier-roche

Volume dragué à cette marée :

Cumul du volume dragué depuis le début, par

zone :

IMMERSION :

☐ zone du large

☐ zone près des plages

- Heure de sortie du port :

Système ED50

- Heure début clapage :

Durée :

Latitude :

Longitude :

Heure de rentrée au port :

CONDITIONS HYDRODYNAMIQUES :

CONDITIONS METEO :

Heure PM :

Direction du vent :

Coefficient :

Force du vent

État de la mer :

COMMENTAIRES :

Évolution du panache visible :

Incident, autres :

Signature du maître d'ouvrage, le Conseil Général

Date :

vu pour être annexé à mon arrêté
du 08 AVR. 2008

NANTES, le 08 AVR. 2008

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de Mission
pour la politique de la ville,
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT